

**DÉCLARATION SGEN-CFDT**  
**CSE 8 FEVRIER 2024**

Madame la Ministre,  
Monsieur le Directeur,  
Mesdames, messieurs, les membres du conseil supérieur de l'éducation,

Après la dénonciation des annonces présidentielles au dernier CSE, le Sgen-CFDT va s'attacher à vérifier la véracité des justifications pour les mesures chocs des savoirs.

Non, les enseignants ne veulent pas des groupes de niveaux. Au questionnaire, ils n'ont pas répondu à plus de 80 % qu'ils étaient favorables ou très favorables aux groupes de niveaux mais aux groupes de besoin pour répondre au défi majeur auquel nous sommes tous confrontés (enfin presque tous) hétérogénéité des niveaux et des besoins des élèves. Organiser des groupes de besoin, n'a absolument rien à voir avec l'organisation que vous nous proposer pour le collège. Pour répondre à l'hétérogénéité des classes, les répondants demandent des formations, proposent la coopération entre élèves, l'inverse des choix du ministère.

Oui, les enseignants de cp et ce1 utilisent majoritairement des manuels scolaires. Les chiffres sont têtus. Tous les résultats de la recherche ces 10 dernières années, présentent une utilisation de manuel scolaire chez 90 % des collègues de CP. Ils n'ont pas attendus une intervention ministérielle pour le faire. Si l'état veut financer des manuels, pourquoi pas avec l'argent du SNU, qu'il le fasse pour aider les municipalités mais pas pour contrôler les enseignants. Les professeurs des écoles ont déjà les inspecteurs de l'Education Nationale pour jouer ce rôle.

Avec le choc des savoirs c'est une forme de séparatisme qui se met en place dans les collèges et c'est pour cela que nous n'en voulons pas.

Mais le système scolaire produit déjà lui-même cette ségrégation. Combien d'évitements de carte scolaire ? Combien d'options offertes dans tel établissement du centre ville quand dans une contrée plus lointaine on a le minimum ? Ces logiques jouent dans l'enseignement publics et sont amplifié par le recours à l'enseignement privé. C'est pour cela que nous portons des revendications fortes sur la mixité sociale dans l'ensemble du système éducatif.

Nous nous opposons à une vision réactionnaire et rétrograde de l'école. Nous nous opposons à une vision dégradante des quartiers populaires et leurs habitant.e.s.

Réaffirmer nos valeurs, continuer de dire haut et fort que chacun, et chacune doit trouver une place, que les différences construisent, qu'une société du vivre ensemble est possible pour le bien-être de toutes et tous, enfants, jeunes ou adultes, est plus que jamais nécessaire. Forts de ces valeurs, nous voulons continuer de les exprimer politiquement et philosophiquement.

Comment ces valeurs, ces manières de vivre en société doivent-elles s'incarner à l'école, dans la formation, l'enseignement supérieur et la recherche et plus largement dans la société ? Dans nos métiers, elles s'incarnent dans les collectifs de travail, par la coopération avec des collègues. Elles s'incarnent dans la manière d'organiser les établissements, les classes pour que les élèves entrent aussi dans des dynamiques avec d'autres pour eux même apprendre, progresser et le faire avec et par les autres. C'est bien dans le travail, dans ce qui s'exprime d'une vie sociale sur les lieux de travail que notre raison d'être se trouve. C'est cela qui guide actuellement nos revendications pour les collèges, contre le choc des savoirs.